

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy, le 27 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTEC INDUSTRIE

208/210 RUE MICHEL CARRE
95870 Bezons

Références : ud95-2026-0241

Code AIOT : 0006505519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement PROTEC INDUSTRIE implanté 208 RUE MICHEL CARRE 208-210 95870 Bezons. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait notamment pour but de vérifier les dispositions constructives des bâtiments reconstruits suite à l'incendie de mai 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEC INDUSTRIE
- 208 RUE MICHEL CARRE 208-210 95870 Bezons
- Code AIOT : 0006505519
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Protec Industrie, implantée au 208-210 rue Michel Carré à Bezons, appartient au groupe PROTEC, spécialisé dans les traitements de surfaces de pièces métalliques (dépôt métallique, décochage, dégraissage, décapage, dépôt de peinture, contrôle non destructif) à destination de grands donneurs d'ordre industriels, notamment dans le domaine de la décoration, de l'aéronautique et de l'aérospatiale.

Les installations de la société PROTEC INDUSTRIE relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2565-1a, 2565-1b, 2565-2a, 3260, 4110-2a et 4120-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et du régime de la déclaration ou de la déclaration avec contrôle périodique pour 8 autres rubriques. L'établissement est classé SEVESO seuil bas par dépassement direct du seuil pour la rubrique 4120-2a concernant les produits solides de toxicité aiguë de catégorie 2.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 12 janvier 1988, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 22 août 2013 et du 4 mai 2015.

L'effectif sur site est composé de 200 salariés, qui travaillent en 3x8 du lundi au vendredi.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- Plans d'urgence
- REACH
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative et rubrique ICPE	Code de l'environnement, article R.181-46	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Conformité aux dossiers	AP Complémentaire du 22/08/2013, article 1.3	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
6	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Rapport de base IED : extension du site	Code de l'environnement, article L.515-30	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Dispositions constructives des bâtiments reconstruits	AP Complémentaire du 22/08/2013, article 1.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
9	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Test de mesure de maîtrise des risques (MMR) : détecteur HCN	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche de données de sécurité : fourniture et respect des préconisations	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31.1.a) et 37.5.a)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Manche à air	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que 4 non-conformités déjà relevées lors de précédentes visites n'ont pas été résolues. Il a également été constaté 4 nouvelles non-conformités.

Considérant la persistance et/ou l'enjeu lié à certaines non-conformités relevées, il est proposé à Monsieur le préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure l'exploitant, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de régulariser sa situation.

2-4) Fiches de constats

Fiche de constat n° 1 : Situation administrative et rubrique ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative et rubrique ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 25/05/2026
Prescription contrôlée : <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :</p> <p>1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :</p> <p>a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;</p> <p>b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;</p>

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

- a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;
- b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis le porter à connaissance des modifications des capacités de stockage des déchets, alors que celles-ci ont été mise en œuvre sur site. Par ailleurs, l'exploitant a transmis le bilan de classement au titre des rubriques 4000 via le recensement SEVESO 3. L'inspection constate des écarts mineurs entre la situation administrative détaillée dans l'étude de dangers (EDD) dans sa version d'avril 2025 et la situation sur site, notamment pour les rubriques suivantes :

- 4120-2a : volume de 73 tonnes autorisé pour 74 tonnes présentes sur site ;
- 4120-1b : volume de 4 tonnes déclaré pour 4,5 tonnes présentes sur site ;
- 4110-1b : volume de 0,39 tonne déclaré pour 0,83 tonne présente sur site (seuil de l'autorisation à 1 tonne) ;

Ces éléments doivent également être pris en compte dans le porter à connaissance afin de mettre à jour les rubriques de classement. L'exploitant doit se positionner concernant l'impact de ces modifications.

La non-conformité n°20240410_1 est maintenue et rappelée ci-dessous :

Non-conformité n°20240410_1 : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du Préfet ces modifications de son installation contrairement à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Considérant la persistance de cette non-conformité, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de porter à sa connaissance les modifications du site réalisées conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, notamment la modifications des capacités de stockage des déchets et l'évolution du classement ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 2 : Fiche de données de sécurité : fourniture et respect des préconisations

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31.1.a) et 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité : fourniture et respect des préconisations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2026
Prescription contrôlée : <u>Article 31.1.a)</u> Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 <u>Article 37.5.a)</u> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'exploitant a installé une ventilation compatible avec le zonage ATEX sur la porte du magasin de peinture. L'inspection a constaté la présence de celle-ci lors de la visite. Par courriel du 22 avril 2026, l'exploitant a transmis le PV de réception des travaux d'installation de la ventilation daté du 08/04/2026 et réalisé par la société IDEX. La non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 5 novembre 2025 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 3 : Manche à air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Manche à air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2026
Prescription contrôlée : <p>Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté l'installation d'une manche à air permettant d'indiquer la direction du vent à l'angle Sud-Est du bâtiment de production. Celle-ci est visible depuis la rue en situation accidentelle.</p> <p>La non-conformité n°4 relevée lors de l'inspection du 5 novembre 2025 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 4 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2026
Prescription contrôlée : <p>« Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.</p> <p>« En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>« En cas de dispositif de confinement externe :</p> <p>« - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;</p> <p>« - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;</p> <p>« - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <p>« - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.</p> <p>« Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <p>« - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.</p> <p>« Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <p>« - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; « - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>« Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>« Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>

Constats :

Par courriel du 22 avril 2026, l'exploitant a transmis le calcul D9/D9A déjà présent dans l'étude de dangers. Il est attendu de l'exploitant qu'il justifie que le volume de chacun des bassins de confinement est suffisant afin d'éviter un mélange entre les composés cyanurés et acides en cas d'incendie de l'atelier n°3 galvanoplastie qui contient ces deux types de produits. En effet, le volume nécessaire pour confiner les eaux d'extinction pour un incendie de l'atelier n°3 n'est pas précisé. Il est pris comme hypothèse majorante le volume associé à l'incendie de l'atelier n°7 oxydation, soit 448,7 m³. Le volume total des deux bassins de confinement (490,4 m³) permet de confiner ce volume mais il n'est pas étudié par l'exploitant si les volumes de confinement associés aux produits cyanurés et aux produits acides sont suffisants.

Pour cela, il est attendu que l'exploitant évalue le volume d'eau d'extinction dirigé vers chacun des bassins en fonction de la surface associée à l'ensemble des rétentions cyanurés d'un côté et acides de l'autre, notamment dans le cas de l'incendie de l'atelier n°3 (plus grand atelier contenant des acides et des cyanures).

De ce fait, la non-conformité n°20251105_5 est maintenue et rappelée ci-dessous :

Non-conformité n°20251105_5 : Contrairement à l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant n'est pas capable de justifier le bon dimensionnement des capacités de confinement des eaux incendie afin d'éviter les mélanges incompatibles de produits chimiques conformément aux éléments repris dans son étude de dangers.

Considérant la persistance de cette non-conformité, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de justifier, conformément à l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, le bon dimensionnement des capacités de confinement des eaux incendie afin d'éviter les mélanges incompatibles de produits chimiques conformément aux éléments repris dans son étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 5 : Conformité aux dossiers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/08/2013, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossiers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2026
Prescription contrôlée : <p>Les installations et leurs annexes, objet des présentes prescriptions techniques, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des présentes prescriptions techniques, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait d'installer des cloisons coupe-feu autour de la gaine d'aspiration des baignoires en PVC traversant le mur coupe-feu de l'atelier n°3 galvanoplastie, notamment au niveau R+1. L'exploitant précise que l'installation d'un clapet sur celle-ci risquerait de ne pas fonctionner en cas d'incendie de l'atelier n°3 galvanoplastie du fait du caractère combustible de la gaine.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de justifier du caractère coupe-feu des murs cloisonnant la gaine d'aspiration PVC au niveau RDC. L'exploitant n'a pas été capable lors de la visite de présenter des documents justifiant du caractère coupe-feu.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il a vérifié que les différents passages de gaines ou de câbles à travers les murs coupe-feu du site ne remettait pas en cause le caractère coupe-feu de ceux-ci. Il indique avoir rebouché certains passages de gaines.</p> <p>La non-conformité n°20251105_6 relevée est maintenue et rappelée ci-dessous :</p> <p>Non-conformité n°20251105_6 : Contrairement à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2013, l'installation n'est pas exploitée conformément aux éléments détaillés dans l'étude des dangers. Le caractère coupe-feu d'une des parois de l'atelier n°3 galvanoplastie n'est pas assuré.</p> <p>Considérant la persistance de cette non-conformité, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de justifier, conformément à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2013, du cloisonnement par des parois coupe-feu 2 heures de l'atelier n°3 galvanoplastie détaillé dans l'étude de dangers d'avril 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

Fiche de constat n° 6 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Etat des matières stockées-dispositions spécifiques »</p> <p>« Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une <u>des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748</u> de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant n'avait pas accès à son réseau informatique à cause d'une alerte de sûreté. L'exploitant n'avait pas accès à l'état des stocks numérique. Il indique qu'il met à jour à une fréquence environ hebdomadaire l'état des stocks. L'exploitant a récupéré l'état des stocks disponible dans la boîte d'information des secours située à l'entrée du site. Dans cette boîte était présent un état des stocks mis à jour juste avant la dernière visite d'inspection, à savoir le 4 novembre 2025. L'inspection constate que cet état des stocks n'est pas mis à jour régulièrement. Toutefois, il n'a pas été constaté par sondage d'écart important d'ordre de grandeur entre la quantité indiquée dans l'état des stocks et la quantité stockée pour les produits cyanurés : 100 kg environ en stock pour 0 kg indiqué dans l'état des stocks.

L'état des stocks présenté est simple et visuel. Il permet une lecture simplifiée pour les services de secours en situation accidentelle. Néanmoins, il est attendu que l'exploitant soit en capacité à tout instant de présenter un état des stocks permettant de répondre aux exigences de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, faisant figurer les mentions de danger des produits, bains de traitement et déchets présents sur site.

La non-conformité n°20251105_3 relevée lors de l'inspection du 5 novembre 2025 est maintenue et rappelée ci-dessous.

Non-conformité n°20251105_3 : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks permettant de répondre aux exigences de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Considérant la persistance de cette non-conformité, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de disposer à tout instant d'un état des stocks répondant aux exigences de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 7 : Rapport de base IED : extension du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.515-30
Thème(s) : Situation administrative, Rapport de base IED : extension du site
Prescription contrôlée : L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L. 181-12 et au dernier alinéa de l'article L. 181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.
Constats : L'exploitant a étendu son site sur les parcelles au Nord-Est de son installation historique. Cette extension a fait l'objet d'un porter à connaissance du Préfet. Sur ces parcelles, un bâtiment de stockage de matières combustibles et de pièces est présent, ainsi qu'un atelier de sablage. Il est prévu la construction d'un bâtiment de bureau sur ces parcelles. L'exploitant indique que les travaux devraient être terminés en septembre 2026. Toutefois, l'exploitant n'a pas transmis de rapport de base concernant ces nouvelles parcelles intégrées dans le périmètre ICPE de l'installation classée IED au titre de la rubrique n°3260. Non-conformité n°20260408_1 : Contrairement à l'article L.515-30 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de base IED décrivant l'état initial du site de l'extension réalisée, avant sa mise en service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

Fiche de constat n° 8 : Dispositions constructives des bâtiments reconstruits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/08/2013, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossiers
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet des présentes prescriptions techniques, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des présentes prescriptions techniques, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : L'inspection a vérifié par sondage les dispositions constructives des locaux existants et reconstruits suite à l'incendie de 2021, et notamment le cloisonnement coupe-feu des différents locaux par rapport aux éléments détaillés dans l'étude des dangers du site (version d'avril 2025). L'exploitant n'a pas présenté de documents attestant du caractère coupe-feu des parois. Les parois semblent être coupe-feu mais en l'absence de justificatifs, l'inspection ne peut pas statuer sur ce point. L'exploitant a précisé qu'il connaissait des difficultés à récupérer ces documents auprès du constructeur et de l'architecte. Toutefois, il a été constaté lors de la visite que l'atelier n°3 galvanoplastie dispose d'une façade métallique servant au désenfumage des locaux en partie Nord-Est de l'atelier. Dans l'étude de dangers (EDD), cette cloison est indiquée comme étant coupe-feu 2 heures. L'exploitant indique dans son EDD que les effets thermiques de l'incendie de l'atelier n°3 galvanoplastie ne sortent pas des limites de site en présence de cloisons coupe-feu 2 heures. L'exploitant doit justifier du caractère coupe-feu 2 heures de la façade métallique de désenfumage. Non-conformité n°20260408_2 : Contrairement à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2013, l'exploitant n'a pas été capable de justifier des caractéristiques coupe-feu des cloisons indiquées comme étant coupe-feu dans l'étude de dangers dans sa version d'avril 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

Fiche de constat n° 9 : Plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne (POI)
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter son plan d'opération interne (POI). Non-conformité n°20260408_3 : contrairement à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant ne dispose pas d'un plan d'opération interne (POI). Considérant que cette exigence réglementaire est applicable depuis le 1 ^{er} janvier 2023 et que les effets de certains phénomènes dangereux peuvent impacter des tiers au-delà des limites de site, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de disposer, dans un délai de deux mois, d'un plan d'opération interne (POI) conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 10 : Test de mesure de maîtrise des risques (MMR) : détecteur HCN

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Test de mesure de maîtrise des risques (MMR) : détecteur HCN
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant comment fonctionne les détecteurs d'acide cyanhydrique (HCN) installés près des baignoires contenant des cyanures dans les ateliers n°3 galvanoplastie et n°8 cadmiage au tonneau. Ces détecteurs sont un élément de la chaîne de détection de la mesure de maîtrise des risques (MMR) intitulée : « coupure des aspirations en cas de déclenchement de détection automatique de gaz toxique ». L'exploitant indique qu'en cas de détection de gaz toxique, le détecteur déclenche une alarme à l'entrée de l'atelier. Il est indiqué dans l'étude de dangers que la détection d'HCN doit couper l'alimentation électrique de l'atelier et ainsi couper les ventilations et fermer les portes coupe-feu afin d'éviter un rejet à l'extérieur de ce gaz toxique. L'exploitant a indiqué que les détecteurs d'HCN ne sont pas reliés à la coupure des installations électriques. L'inspection note donc que la mesure de maîtrise des risques (MMR) décrites dans l'EDD n'est pas efficace. Non-conformité n°20260408_4 : contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, la mesure de maîtrise des risques « coupure des aspirations en cas de déclenchement de détection automatique de gaz toxique » décrites dans l'EDD n'est pas efficace. Considérant que l'efficacité de cette mesure de maîtrise des risques concourent à limiter l'impact d'un scénario d'accident majeur identifié dans l'étude de dangers de l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de deux mois, l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 en rendant efficace la MMR « coupure des aspirations en cas de déclenchement de détection automatique de gaz toxique »
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois